

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 8 (2026)

### Faits saillants

- ❖ Indonésie : conclusion d'un accord tarifaire réciproque fixant des droits de douane américains à ~19 %
- ❖ Malaisie : croissance à +5,2 % en 2025 portée par le rebond de l'activité au 4<sup>ème</sup> trimestre
- ❖ Vietnam : ouverture annoncée du capital de 20 grandes entreprises publiques

### LE CHIFFRE À RETENIR

**15,1 Md USD**

un excédent budgétaire record pour Singapour en 2025

### Région

#### Flux de capitaux : regain d'intérêt pour la dette en Asie du Sud-Est

Les marchés obligataires d'Asie ont enregistré en janvier 2026 un quatrième mois consécutif d'entrées nettes de capitaux étrangers, totalisant environ 3,78 Md USD, traduisant un intérêt soutenu des investisseurs internationaux pour les actifs à revenu fixe de la région. Selon Reuters, la Thaïlande et la Malaisie ont figuré parmi les principaux bénéficiaires de ces flux, tandis que les achats d'obligations indonésiennes ont ralenti, reflétant une approche plus sélective des investisseurs dans un contexte d'incertitudes persistantes sur les perspectives de taux mondiaux et la croissance. Cette dynamique confirme la résilience relative de plusieurs économies d'Asie du Sud-Est sur les marchés de capitaux, malgré un environnement financier international encore contraignant.

# Indonésie

## 11 accords conclus avec Washington et droits de douane ramenés à 19 %

Le 19 février 2026, l'Indonésie a annoncé à Washington la signature de 11 accords commerciaux et d'investissement d'un montant total d'environ 38,4 Md USD, réunissant des partenariats bilatéraux dans les secteurs des mines, de l'énergie, de l'agroalimentaire, du textile, de la fabrication et des technologies, en prévision de la conclusion d'un accord commercial réciproque avec les États-Unis ; ce dernier, officialisé le 20 février 2026, prévoit que la majorité des exportations indonésiennes vers les États-Unis soient assujetties à des droits de douane d'environ 19 %, réduits par rapport à un taux initial de 32 %, tout en maintenant des exemptions ciblées pour des produits clés comme l'huile de palme, le café, le cacao, le caoutchouc et les épices, offre des mécanismes de quotas pour les textiles et s'inscrit dans une démarche plus large de réduction des barrières tarifaires et non tarifaires entre les deux économies.

# Malaisie

## Rebond de l'activité au 4<sup>ème</sup> trimestre portant la croissance à 5,2 % pour 2025

Les données publiées le 13 février par le ministère de Finances et la Banque centrale (BNM) confirment la solidité de la demande intérieure en Malaisie, qui a porté l'augmentation du PIB au quatrième trimestre à 6,3 %, son plus haut niveau en trois ans. Sur l'ensemble de l'année, la croissance s'établit à 5,2 %, contre 5,1 % en 2024, nettement au-dessus de la fourchette officielle du gouvernement (4 %- 4,8 %). L'investissement demeure un moteur central de l'activité, soutenu par une progression de l'investissement public (+8 %) et, dans une moindre mesure, de l'investissement privé (+5,3 %). Le secteur de la construction a enregistré une hausse marquée de 11,3 %, tirée notamment par l'essor des centres de données. Du côté de l'offre, les services, qui représentent 57,2 % du PIB en 2025, ont progressé de 4,5 % au T4, soutenus par la consommation les services publics et les TIC. L'industrie manufacturière (22,4 % du PIB) a crû de 6,1 %, bénéficiant d'une production accrue de biens E&E. Sur le plan budgétaire, le ministère des Finances a annoncé un déficit budgétaire de 3,7 %, inférieur à l'objectif initial de 3,8 %.

## **Amélioration attendue en 2026 de l'excédent courant portée par le tourisme et l'intelligence artificielle**

Selon le Département des statistiques malaisien (DOSM), l'excédent du compte courant s'est nettement réduit au 4ème trimestre 2025, pour s'établir à 471 M USD (0,4 % du PIB), contre 3 Md USD au 3ème trimestre. Malgré ce repli, la position externe reste solide, soutenue par les exportations de biens, la hausse des recettes touristiques et l'expansion des centres de données, qui ont porté l'excédent du compte des services à un niveau record (1,18 Md USD). Dans ce contexte, la balance courante devrait demeurer excédentaire en 2025, autour de 1,6 % du PIB. Pour 2026, l'institut Kenanga Research anticipe une augmentation de l'excédent courant à 2,1 % du PIB, soutenu par la demande en produits électroniques liées à l'IA, la normalisation des stocks mondiaux et la campagne "Visit Malaysia 2026". Le ringgit, attendu autour de 3,95 MYR/USD fin 2026 (contre 4,06 en 2025), devrait bénéficier d'un affaiblissement du dollar américain moins fort et de fondamentaux solides, malgré des risques de volatilité à court terme liés à l'inflation aux Etats-Unis.

## **Sarawak Energy lance un appel à propositions pour cinq barrages hydroélectriques**

La société publique Sarawak Energy (SEB) a lancé un appel à propositions pour la construction de cinq barrages hydroélectriques en cascade (Tutoh, Belaga, Danum, Balui, Gaat). D'une capacité allant de 50 MW à 800 MW, ces infrastructures visent à maximiser la production d'énergie renouvelable grâce à une planification coordonnée des installations. La réunion de présentation du programme, organisée fin janvier, a rassemblé plus d'une centaine de participants, dont des représentants de groupes japonais, chinois, sud-coréens, ainsi que d'acteurs locaux tels que Gamuda et Press Metal Aluminium. Les entreprises candidates devront soumettre un modèle financier robuste, incluant coûts, projections de production et hypothèses tarifaires. Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Sarawak d'atteindre une capacité installée de 15 GW d'ici 2035 (contre 5,7 GW actuellement), afin de répondre à la demande domestique et développer les exportations d'électricité verte. A ce titre, 1 GW d'exportations vers Singapour sont prévues dès 2032. SEB, qui exploite déjà trois barrages (Bakun, Murum, Batang Ai), en construit actuellement un quatrième à Baleh et exporte 200 MW d'électricité vers l'Indonésie.

# Singapour

## Excédent budgétaire record de 15,1 Md USD en 2025

Singapour a enregistré en 2025 un excédent budgétaire de 15,1 Md USD, soit 1,9 % du PIB, plus du double des 6,8 Md USD initialement estimés. Cette révision s'explique par une croissance économique supérieure aux prévisions (+5,0 %) et par des recettes fiscales plus dynamiques, en particulier l'impôt sur les sociétés, qui a atteint 4,0 % du PIB contre une moyenne historique proche de 3,0 %. Selon plusieurs économistes, cet écart reflète une sous-estimation de recettes cycliques liées aux profits mondiaux, plutôt qu'une moindre dépense publique.

## Les exportations augmentent grâce à l'IA

En janvier 2026, les exportations domestiques non pétrolières (NODX) de Singapour ont progressé de 9,3 % en glissement annuel, après une hausse de 6,1 % en décembre, selon Enterprise Singapore. Cette performance est principalement portée par un rebond marqué des exportations électroniques (+56,1 %), soutenues par la demande mondiale liée à l'intelligence artificielle, notamment pour les circuits intégrés et les produits destinés aux serveurs. En revanche, les exportations non électroniques ont reculé de 3 %, avec des baisses observées dans les machines spécialisées, les préparations alimentaires et la pétrochimie.

## Premières anticipations après le relèvement des seuils EP et S Pass

À la suite des annonces du Budget 2026, les entreprises singapouriennes évaluent l'impact du relèvement des seuils salariaux minimums pour les Employment Pass (EP) et S Pass à partir de 2027 (5 600 à 6 000 SGD, 6 600 SGD dans la finance). Les secteurs manufacturier et financier, ainsi que les PME, anticipent des ajustements en matière de planification des effectifs, de structuration salariale et de gains de productivité. Si la mesure vise à encourager la montée en compétences et un recours plus sélectif aux talents étrangers, les acteurs économiques soulignent également des effets indirects potentiels sur les coûts, la compétitivité et le marché locatif.

# Vietnam

## **Une plainte de l'état du Texas aux Etats-Unis, met en avant les difficultés de la question du transbordement (transhipment) dans les accords douaniers.**

Dans une plainte déposée le 17 février 2026, l'état américain du Texas poursuit en justice l'entreprise chinoise TP-Link pour une utilisation inadaptée de l'appellation « Made in Vietnam ». Plus précisément, l'entreprise – qui fabrique des routeurs internet – est accusée d'expédier l'intégralité de ses composants de fabrication de la Chine vers le Vietnam pour leur assemblage final (les composants vietnamiens ne représentant que 1 % des appareils) avant de les renvoyer vers les Etats-Unis. En outre, en plus de l'appellation mensongère, l'accusation soulève également que ces appareils porteraient atteinte à la cybersécurité de leurs utilisateurs. Cette affaire met en avant les difficultés posées par l'application d'une tarification douanière et un suivi spécifique des produits chinois transitant par les économies sud-est asiatiques avant leur réexportation. Sans définition ni statistiques précises sur ces produits, la mise en place de ces réglementations par Washington semble compliquée. Par ailleurs, la forte dépendance de l'industrie vietnamienne aux intrants chinois pourrait mettre en danger une partie importante de l'industrie vietnamienne si ces tarifs étaient appliqués uniformément. Le sujet sera doute abordé durant la visite du Secrétaire général du Parti communiste Tô Lâm aux Etats-Unis, qui doit s'achever le 20 février.

## **Le marché des cryptomonnaies en plein essor malgré une zone grise réglementaire persistante.**

France 24 et l'AFP ont récemment mené une enquête sur l'utilisation des cryptomonnaies au Vietnam et les risques de pertes associés pour des utilisateurs ayant tenté de bénéficier du flou juridique actuel autour de la pratique. Contrairement à d'autres pays asiatiques comme la Chine, qui a complètement interdit les investissements dans ces produits, la réglementation vietnamienne dans ce domaine reste parcellaire. Le Fonds monétaire international suggère que le Vietnam ferait partie des principaux utilisateurs de cryptomonnaies, avec des transactions totales s'élevant à 173 Md USD en 2024 (soit 38 % du PIB). Selon Chainanalysis, le Vietnam serait en 2025 le 4e utilisateur mondial de ces devises numériques. Cet engouement s'explique par le nombre limité placements disponibles dans une économie très contrôlée, comme le démontre la forte demande sur le marché de l'or régulé par l'Etat. Aussi les pouvoirs publics ont commencé à encadrer le marché des cryptomonnaies : la résolution 05/2025/NQ-CP de septembre 2025 permet la mise en place de mécanismes pilotes pour les investisseurs étrangers désireux d'investir dans des cryptomonnaies vietnamiennes via le Dong (VND). De plus, la Loi sur les industries technologiques numériques précise également la

définition de ces actifs. Toutefois, malgré un contrôle des autorités ayant mené au démantèlement de réseaux frauduleux, ces investissements restent toujours risqués : près de 55 % des investisseurs individuels auraient enregistré des pertes l'an dernier selon l'article de France 24.

## **Des barrières aux investisseurs qui pourraient freiner la croissance vietnamienne.**

Nikkei Asia fait le bilan d'un ralentissement des investissements dans les start-ups vietnamiennes, attribué à de nombreuses barrières administratives qui limitent l'attractivité pour les investisseurs – allant de l'absence de visas spécifiques et de facilités aéroportuaires aux restrictions liées à l'utilisation de devises étrangères et de rapatriement des fonds. Ces difficultés touchent aussi bien les entreprises étrangères désireuses de s'implanter au Vietnam que les licornes nationales souhaitant s'internationaliser, comme l'entreprise VNG. Si de nombreux investisseurs étrangers s'intéressent aux jeunes entreprises vietnamiennes, les tickets restaient pour la majorité relativement petits (en-dessous de 500 000 USD). En conséquence, le Vietnam ne représentait que 0,4% de la valeur des investissements en capital-investissement et seulement 1% de la valeur des investissements en capital-risque de l'ASEAN en 2024. D'autres faiblesses ont longtemps été notées, comme une réglementation qui reste encore trop rigide et insuffisamment protectrice – notamment dans le domaine de la propriété intellectuelle – ou le manque d'une main d'œuvre compétente dans le domaine l'entrepreneuriat (comptabilité, stratégie, gestion de projet et des ressources humaines). Néanmoins, le secteur évolue progressivement, avec l'adoption de décrets pour mettre en place des fonds d'investissements, la mise en place d'autres mécanismes incitatifs ainsi que celle d'un centre financier international. Cette dernière initiative devrait à terme faciliter l'implantation de sociétés étrangères à des conditions avantageuses, même si de nombreuses incertitudes persistent actuellement.

## **Le Vietnam engage l'ouverture du capital de 20 grandes entreprises publiques pour renforcer leur compétitivité internationale**

Selon le décret no. 57/2026/NĐ-CP, le gouvernement vietnamien souhaiterait permettre l'ouverture du capital de 20 entreprises publiques majeures en les transformant en sociétés par actions. Sont notamment évoquées Petrovietnam, EVN, Viettel ou encore Agribank, lesquelles font aujourd'hui partie des principales entreprises du pays. Cette réforme permettrait aux investisseurs étrangers d'entrer au capital de ces entreprises à certaines conditions (ouvertures de comptes bancaires dans des institutions vietnamiennes, notamment). Ces évolutions semblent s'inscrire dans la résolution 79/NQ-TW du Politburo, datée de février 2026, soulignant l'objectif de renforcer les entreprises publiques et de les positionner comme une des forces principales de l'économie

nationale. L'objectif officiel est d'intégrer 50 entreprises publiques vietnamiennes parmi les 500 plus grandes d'Asie du Sud-Est, et 1 à 3 parmi les 500 plus grandes entreprises du monde d'ici 2030. Néanmoins, un long chemin reste encore à parcourir, la résolution reconnaissant à ces entreprises une compétitivité internationale limitée et un rôle insuffisant dans l'innovation et les secteurs stratégiques.

## Thaïlande

### La croissance 2025 résiste aux tensions commerciales et s'établit à +2,4 %

En 2025, la croissance thaïlandaise ralentit à +2,4 %, se situant finalement au-dessus des prévisions récentes (~+2,0 %), et après une croissance 2024 à + 2,9 % (également réévaluée en février 2026 et précédemment estimée à +2,5 %). Du point de vue de l'offre, les services connaissent un ralentissement (+3,3 % après +4,1 % en 2024) alors que l'industrie se redresse légèrement (+0,4 % après -0,3 %) et l'agriculture accélère (+3,6 % après +1,9 %). Les services pâtissent de la première baisse annuel du tourisme international depuis le Covid (32,9 M visiteurs après 35,5 M). Le dualisme de l'industrie est marqué, entre un secteur exportateur dynamique et des industries aux débouchés principalement domestiques à la peine. Du point de vue de la demande, le rebond de l'investissement total (+4,9 % après -0,3 %) compense le ralentissement de la consommation privée (+2,7 % après +4,4 %). La consommation publique ralentit (+0,6 % après +2,6 %), mais l'investissement public accélère à un niveau élevé (+8,9 % après +4,5 %). Les exportations de biens ont nettement accéléré (+11,9 % en volume après +4,4 %), portées par le *front loading* au S1 (+14,2 % après +0,5 %) et de manière générale par la hausse de la demande mondiale en électronique, compensant le repli des exportations de services (-1,9 % après +22,8 %). L'investissement privé rebondit (+3,5 % après -1,9 %), tiré par l'achat de machines et d'équipements.

### Commerce bilatéral 2025 : exportations françaises en baisse de -4,3 % en valeur

Selon les données publiées par les Douanes françaises (DGDDI), les échanges commerciaux franco-thaïlandais se sont établis à 4,98 Md EUR (-1,6 % en valeur) en 2025. Les exportations françaises en Thaïlande baissent à 1,47 Md EUR (-4,3 %) en 2025. Les importations thaïlandaises vers la France sont stables à 3,51 Md EUR (-0,3 %). En conséquence, le déficit commercial bilatéral se creuse légèrement à -2,04 Md EUR (+2,9 %). Les principaux postes d'exportations françaises sont (i) les produits des industries agroalimentaires à 216 M EUR (+1,4%), (ii) les produits chimiques, parfums et cosmétiques à 205 M EUR (-6,0 %) (iii) les textiles, habillements, cuirs et chaussures à 178 M EUR (-10,4 %), (iv) les produits pharmaceutiques à 161 M EUR (-1,0 %), et (v) les matériels de transport à 125 M EUR (+37,4 %). Les principaux postes d'importations françaises sont (i) les produits informatiques électroniques et optiques à 1,1 Md USD (+8,8 %), (ii)

les produits manufacturés divers à 544 M EUR (-7,3 %), (iii) les machines industrielles et agricoles à 460 M EUR (+4,1 %), (iv) les produits des industries agroalimentaires à 287 M EUR (-2,0 %), et enfin (v) les matériels de transport à 239 M EUR (-23,2 %).

## **Le ministre des Affaires étrangères donne les grandes lignes de la diplomatie économique du prochain gouvernement**

Sihasak Phuangketkeow, actuel ministre des Affaires étrangères et pressenti pour le rester au sein du gouvernement Anutin II, a donné les grandes lignes de la diplomatie économique du prochain gouvernement lors d'un séminaire organisé par le CNUCED le 16 février. Indiquant que la tendance mondiale n'était pas « à la démondialisation, mais à la remondialisation » le ministre Sihasak a défini trois piliers, sur lesquels devraient s'appuyer la diplomatie économique thaïlandaise. Premièrement, accroître la confiance des acteurs économiques en la Thaïlande, via la modernisation réglementaire, la facilitation des échanges et l'alignement sur les normes internationales en matière environnemental et social. A cet égard, l'accession de la Thaïlande à l'OCDE a été mentionnée. Il a également souligné son soutien au renforcement de l'ordre international fondé sur des règles et à la réforme de l'architecture financière internationale, tout en insistant sur le fait que la gouvernance du commerce ne peut se contenter de préserver le statu quo. Deuxièmement, accroître la compétitivité de la Thaïlande en étant un partenaire fiable dans un contexte de recomposition des chaînes de valeurs. Troisièmement, développer les partenariats bilatéraux avec l'Asie du Sud, le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Amérique latine et les cadres de coopération régionaux comme l'ACMECS (Ayeyawady-Chao Phraya-Mekong Economic Cooperation Strategy), l'ACD (Asian Cooperation Dialogue) et le BIMSTEC (Bay of Bengal Initiative for Multi-Sectoral Technical and Economic Cooperation).

## **Philippines**

### **Les transferts de fonds de migrants atteignent un nouveau record en 2025 à (39,6 Md USD)**

Les transferts de fonds des philippins à l'étranger ont atteint un niveau record en 2025, malgré un contexte mondial incertain. Les remises ont progressé de 3,3 % sur un an pour atteindre 39,6 Md USD (8,1% du PIB), dépassant les prévisions officielles, tandis que le seul mois de décembre a enregistré un sommet historique de 3,9 Md USD (+4,2 % en g.a.), soutenu par les primes de fin d'année ainsi que la résilience de l'emploi des OFW dans la santé, le maritime et les services. La faiblesse relative du peso par rapport au dollar a par ailleurs permis d'accroître les montants transférés par le biais d'un effet change favorable. Les États-Unis demeurent la première source de remises vers les Philippines (39,7 %), alors qu'une taxe de 1 % sur les transferts envoyés depuis ce pays s'applique depuis le 1er

janvier 2026.

## 4,2 M USD de subventions américaines pour le développement du nucléaire civil aux Philippines

Les Philippines ont signé avec les États-Unis des accords totalisant 4,2 M USD pour accélérer l'intégration de l'énergie nucléaire dans le mix électrique national, avec pour priorités la réalisation d'études techniques et la formation d'une main d'œuvre spécialisée. Ces subventions s'inscrivent dans le cadre de la coopération bilatérale US-PH sur l'énergie nucléaire, officialisée par l'accord 123 en 2024. L'opérateur Manila Electric Company (Meralco) bénéficiera notamment d'un appui de la *United States Trade and Development Agency* de 2,7 M USD pour évaluer l'installation de petits réacteurs modulaires (SMR). Pour rappel, le plan énergétique national vise 1 200 MW nucléaires d'ici 2032 afin de renforcer la sécurité énergétique et de soutenir la transition. Cette initiative intervient alors que l'électricité philippine demeure parmi les plus chères d'Asie, freinant notamment la compétitivité industrielle du pays. Le charbon représente la majorité de la production électrique (62%), exposant le pays aux fluctuations des prix importés.

## Maintien de la note souveraine par Moody's et Fitch avec mise en garde sur le niveau de dette et des paiements d'intérêts

Les agences Moody's Ratings et Fitch Ratings maintiennent la note des Philippines en catégorie investissement (*Baa2* et *BBB*, perspective « stable »), soutenue par une croissance jugée résiliente malgré un net ralentissement au T4 2025 (3%). Toutefois, les deux agences soulignent la fragilité budgétaire liée à un endettement record et à la hausse du coût du service de la dette. La dette publique a atteint 17 710 Md PHP (305 Md USD) en 2025, soit 63,2% du PIB, ratio le plus élevé depuis 20 ans. Fitch prévoit un ratio toujours supérieur à 60% en 2026 et un coût des intérêts atteignant 13% des recettes publiques, au-dessus de la moyenne des économies comparables (9%). La réduction du déficit public (estimé à 5,6% en 2025) vers l'objectif de 4,3% en 2028 dépendra d'une amélioration durable des recettes et de l'efficacité des dépenses publiques.

## Cambodge

### Des IDE cambodgiens toujours concentrés

Selon sa Banque nationale, le Cambodge a reçu 5,1 Md USD d'IDE en 2025 (+16 % en g.a.), 73,7 % sont d'origine chinoise. Cela illustre une diversification géographique limitée de ces investissements. De même, le secteur manufacturier reste le plus attractif et concentre 68,1 % du total des IDE, loin devant les activités financières (11,9 %) et la construction (6,1 %). Pour janvier 2026, on observe une évolution. Les IDE approuvés par le gouvernement cambodgien ont diminué de 37 % par rapport à 2025. Sous réserve d'une poursuite

de la tendance, les analyses évoquent une situation économique et financière toujours très difficile en Chine, réduisant mécaniquement les capacités d'investissement à l'étranger. On évoque aussi les conséquences du conflit avec la Thaïlande, plus difficiles à quantifier. Quant à la hausse des droits de douane imposée par Trump, ils n'ont pour l'heure pas eu d'influence sur les exportations cambodgiennes vers les Etats-Unis (+28,5 % en 2025).

## **L'autoroute Phnom Penh - Hô Chi Minh-Ville en chemin ?**

Le projet d'autoroute visant à relier Phnom Penh à Hô Chi Minh-Ville a été officiellement lancé en juin 2023, mais ne semble pas progresser. La construction de la partie cambodgienne, reliant Phnom-Penh/Bavet, à la frontière, a été confiée à l'entreprise chinoise CRBC (budget de 1,5 Md USD et une concession de 50 ans). Cette entreprise avait réalisé la première autoroute du Cambodge, entre Phnom-Penh et Sihanoukville. Ouverte en octobre 2022, cette dernière est critiquée en raison des tarifs de péage élevés (15 USD pour les voitures et 76 USD pour les véhicules de plus de 20 t) ; elle l'est aussi pour la détérioration prématuée de sa chaussée. Cet exemple illustre les problèmes de financement que rencontrent les entreprises publiques chinoises pour la réalisation de projets à l'étranger ; les grandes banques publiques privilégiant désormais le financement de projets en Chine. Ce projet transfrontalier est toujours perçu comme d'importance stratégique puisqu'il vise à fluidifier les échanges avec le Vietnam, devenu son troisième marché d'exportation en 2025.

## **Des recettes douanières au-delà des attentes**

Selon la direction générale des douanes et des accises cambodgiennes (GDCE), les recettes douanières ont atteint 3,2 Md USD, en augmentation de 21 % par rapport à 2024. Ces résultats excèdent les objectifs fixés par la « Loi sur la gestion financière pour 2025 », atteignant 124,5 % des prévisions. Cette hausse des recettes s'explique pour près de la moitié par la croissance des importations de véhicules et de machines provenant de Chine. Cette hausse résulte également d'une élimination de la contrebande avec la Thaïlande. Depuis la fermeture de la frontière terrestre entre les deux pays – mi-2025 – les matériaux de construction, en particulier, transitent par le port de Sihanoukville... où ils sont mieux pris en compte par la Douane. Les importations de matériaux de construction ont d'ailleurs progressé de 30,1 % au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 (alors que le secteur de la construction reste atone). On peut voir aussi dans cette performance, une sous-estimation des recettes en début d'année pour être sûr d'atteindre les objectifs chiffrés. D'ailleurs, la Douane s'est fixée de percevoir 3,01 Md USD en 2026.

# Laos

## Le Laos retrouve de la croissance mais fait face à une pénurie persistante de main-d'œuvre

L'économie laotienne amorce une reprise avec une croissance du PIB estimée à +4,2 % en 2025 et +4,5 % attendus en 2026 selon le FMI, portée principalement par les exportations minières et d'électricité. L'inflation a ralenti à un peu plus de 5 %, mais l'indice des prix à la consommation a atteint 256,8 points en janvier 2026, contre 244,2 un an plus tôt, traduisant un niveau de prix toujours élevé. Malgré le relèvement du salaire minimum à 2,5 M LAK (environ 116 USD) en octobre 2024, les petites et moyennes entreprises peinent à recruter et à retenir leurs employés, confrontées à l'émigration croissante des travailleurs vers la Thaïlande, la Corée du Sud ou le Japon. La reprise apparaît ainsi contrastée, avec une dynamique soutenue dans les secteurs exportateurs mais des tensions persistantes sur le marché du travail, révélant un décalage entre besoins en compétences, niveaux de salaires et coût de la vie.

## Le Laos enregistre un excédent commercial de 202 M USD en janvier 2026

Le Laos a exporté pour 886 M USD en janvier 2026 (+36 % sur un an), portant le commerce extérieur total à 1 571 M USD. Les importations se sont élevées à 684 M USD, dégageant un excédent commercial de 202 M USD. Les principaux produits exportés ont été les alliages et lingots d'or (198 M USD), suivis des appareils et équipements électriques (70 M USD). La Chine (254 M USD), le Vietnam (163 M USD) et la Thaïlande (156 M USD) constituent les premiers marchés d'exportation. Si la Thaïlande demeure le premier partenaire commercial global (521 M USD d'échanges), le Laos y enregistre un déficit de 209 M USD. À l'inverse, les échanges avec le Vietnam (+122 M USD) et la Chine (+64 M USD) dégagent des excédents, confirmant la solidité des exportations minières et agricoles.

# Birmanie

## Le Groupe d'action financière (GAFI) maintient la Birmanie sur sa liste noire

Lors de sa réunion plénière à Mexico du 13 février 2026, le Groupe d'action financière (GAFI) a maintenu la Birmanie sur sa liste des juridictions désignées à haut risque. Pour rappel, la Birmanie est, depuis 2022, un des trois pays sur cette liste noire, aux côtés de la Corée du Nord et de l'Iran, pour cause de sévères défaillances dans sa lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le GAFI appelle ses membres ainsi que les autres juridictions à appliquer des mesures de vigilance renforcée à l'égard de la Birmanie, sans que les flux financiers destinés à l'aide humanitaire, aux activités légitimes des organisations à but non lucratif (OBNL) et aux transferts de fonds des migrants ne soient ni perturbés ni découragés. Le GAFI a également enjoint la Birmanie à mettre en œuvre son plan d'action en (i) démontrant une utilisation accrue du renseignement financier par les autorités chargées de l'application de la loi (LEAs), ainsi qu'une augmentation des analyses opérationnelles et des diffusions effectuées par l'unité de renseignement financier (FIU) ; (ii) veillant à ce que le blanchiment de capitaux fasse l'objet d'enquêtes et de poursuites conformément aux risques identifiés ; (iii) démontrant la conduite d'enquêtes sur des affaires transnationales de blanchiment de capitaux avec une coopération internationale ; (iv) démontrant une augmentation des gels, saisies et confiscations des produits du crime, des instruments utilisés et/ou de biens de valeur équivalente. En l'absence de nouveaux progrès d'ici juin 2026, le GAFI envisagera l'adoption de contre-mesures.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : [gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org](mailto:gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org) ; [emma.rousseau@dgtrésor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtrésor.gouv.fr) ; [martin.suteau@dgtrésor.gouv.fr](mailto:martin.suteau@dgtrésor.gouv.fr)